Revue Française de Civilisation Britannique

French Journal of British Studies

XIV-4 | 2008
L'histoire sociale en mutation

L'histoire sociale en mutation

Avant-propos

Changes in Social History: Foreword

Fabrice Bensimon

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/5961>

DOI : 10.4000/rfcb.5961

ISSN : 2429-4373

Éditeur

CRECIB - Centre de recherche et d'études en civilisation britannique

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2008

ISSN : 0248-9015

Référence électronique

Fabrice Bensimon, « L'histoire sociale en mutation », *Revue Française de Civilisation Britannique* [En ligne], XIV-4 | 2008, mis en ligne le 01 avril 2008, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/5961> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rfcb.5961>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

Revue française de civilisation britannique est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

L'histoire sociale en mutation

Avant-propos

Changes in Social History: Foreword

Fabrice Bensimon

Cet article a bénéficié des relectures de Iorwerth Prothero et de Sabine Reungoat, ainsi que de Julien Vincent, dans une version antérieure. Qu'ils en soient ici chaleureusement remerciés.

- 1 Cette livraison de la *Revue française de civilisation britannique* a été en partie composée à partir de communications présentées dans un atelier du CRECIB, au congrès de la SAES en 2006. Cette séance avait pour point de départ les pratiques pédagogiques des enseignants-chercheurs en civilisation britannique. Elle partait d'un double constat. D'une part, sous une forme ou sous une autre, l'histoire sociale et culturelle est au cœur des études de civilisation britannique : le travail, l'histoire des femmes et du genre, la famille et la sexualité, les enfants, la religion, les loisirs et le sport, la santé et la médecine, les politiques sociales, les villes, l'éducation, les flux migratoires, les guerres, le crime et les prisons : tous ces champs entrent, d'une façon ou d'une autre, dans les cursus universitaires actuels. C'est le cas dans les départements d'histoire, mais c'est sans doute encore plus vrai dans les départements d'anglais. Un deuxième constat est que nous en restons parfois, pour ces enseignements, à des connaissances un peu datées, malgré le profond renouvellement de l'histoire sociale britannique contemporaine. Ce retard a des explications. D'une part, ce n'est pas parce qu'ils sont anciens que les livres d'histoire sont forcément... mauvais. Certains étaient des ouvrages remarquables, bien supérieurs par exemple à ce qui se faisait dans l'histoire sociale française à la même époque. *La formation de la classe ouvrière en Angleterre* (1963) demeure, par exemple, un ouvrage clé, que nombre de nos étudiants auraient profité à lire¹. D'autre part, l'histoire sociale et surtout l'histoire culturelle britannique produisent chaque année un nombre croissant de monographies, de thèses et de synthèses, et il est bien difficile de rafraîchir, ne serait-ce que de temps en temps, sa propre bibliographie, au-delà de son propre domaine de spécialité.
- 2 D'où ce numéro, qui a consisté à demander à quelques spécialistes français et britanniques de faire le point des connaissances sur leur domaine. Pour chaque article,

les auteurs étaient invités à restituer les grandes évolutions historiographiques des 30 ou 40 dernières années. Avant de leur céder la plume, on voudrait essayer de faire ressortir les tendances générales dans lesquelles s'inscrivent les différents changements survenus dans tel ou tel champ.

Aux origines de l'histoire sociale

- 3 De façon un peu simplificatrice, on peut essayer de distinguer trois configurations historiographiques successives, même si les chevauchements sont nombreux et si cette périodisation ne fait pas consensus. Gareth Stedman Jones fait remonter l'histoire sociale britannique à Thomas Carlyle et à Arnold Toynbee, dans la mesure où Carlyle (1795-1881), auteur d'une célèbre histoire de la Révolution française et penseur influent de l'époque victorienne, utilise le contexte social comme facteur déterminant de la lutte politique (en l'occurrence, la décadence de l'aristocratie et la perte de la foi catholique comme explications essentielles de la Révolution française)². Quant à Arnold Toynbee (1852-1883), il est célèbre pour avoir popularisé, dans le monde anglophone, la notion de « révolution industrielle » pour décrire les changements industriels en Grande-Bretagne – en fait, Adolphe Blanqui et Sismondi avaient déjà utilisé cette expression en français, et Engels en allemand. Mais on a plutôt l'habitude de parler véritablement d'histoire sociale à propos de la période suivante.
- 4 C'est en effet dans la première moitié du XX^e siècle qu'elle émerge réellement, dans une première configuration historiographique. Alors que l'histoire restait d'abord la « grande histoire » politique et militaire, certains travaux défrichaient des champs plus spécifiques, tels que l'histoire sociale de la religion, le travail, la place des femmes dans les mutations de la révolution industrielle, voire l'histoire de l'alimentation. Parmi ces travaux novateurs, Barbara Hammond (1873-1961) et son époux John Lawrence Hammond (1872-1949) figurent au premier plan, avec leur célèbre trilogie, *The Village Labourer* (1911), *The Town Labourer* (1917) et *The Skilled Labourer* (1919). De convictions libérales, les Hammond furent pourtant parmi les premiers à insister sur les conséquences humaines de l'industrialisation³. Leurs travaux bénéficiaient de leur recherche dans les archives, sur lesquelles ils étayaient leurs conclusions – une méthode scientifique qui commençait seulement à s'imposer dans une écriture historique encore très marquée par les procédés littéraires. George Macaulay Trevelyan (1876-1962), à qui l'on doit la première *English Social History*⁴, parue en 1944, mais écrite avant la guerre, définissait l'histoire sociale comme « l'histoire d'un peuple, sans la politique ». Depuis, on s'est rendu compte que la politique était partout dans l'histoire sociale : de l'impact des politiques sociales à celui de la guerre sur les sociétés, du rôle de l'État dans les évolutions démographiques à la place des nationalismes et des impérialismes dans les loisirs populaires – comment, par exemple, isoler le développement des sports modernes en Irlande du nationalisme politique ? Les pages de Trevelyan constituent cependant toujours une source précieuse. Son *Histoire sociale de l'Angleterre* fut peut-être le livre d'histoire le plus lu de tout temps en Grande-Bretagne⁵. C'est sans doute le seul livre d'histoire britannique qui fut traduit deux fois en français⁶. Mais Trevelyan, petit-neveu du grand historien Thomas Babington Macaulay (1800-1859), s'inscrivait dans la tradition historiographique whig. Il souscrivait à cette vision de groupes sociaux qui s'affrontent, entrent en conflit, mais finissent par se réconcilier autour de valeurs et de pratiques communes : le cricket et le

football, la bière et le plum-pudding, le pub, le music-hall, les régates sur la Tamise et les excursions à Blackpool et à Brighton. Et surtout, Trevelyan décrivait la liberté sans désordre, le nationalisme sans haine, les oppositions sans lutte de classes. Comme le notait François Crouzet, « le professeur Trevelyan [...] nous démontre qu'à chaque période de son histoire le peuple anglais a joui des meilleures institutions possibles, du meilleur niveau de vie possible, des meilleures classes dirigeantes possibles »⁷.

- 5 Jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, cette conception whig dominait. De nombreux ouvrages de ce premier âge de l'histoire sociale demeurent aujourd'hui des sources précieuses ; mais, dès les années 1930, une nouvelle histoire avait commencé à émerger, qui connut son âge d'or entre les années 1950 et les années 1970.

L'histoire sociale influencée par le marxisme

- 6 Étudiant à Cambridge dans les années 1930, Eric Hobsbawm fut fortement influencé par un de ses professeurs, Michael Postan (1898-1981), qui avait fondé l'*Economic History Review*⁸. Postan faisait lire les *Annales d'histoire économique et sociale* à ses étudiants et avait invité Marc Bloch, qu'il présentait comme le plus grand médiéviste vivant, à leur faire cours. En Grande-Bretagne, au sein du monde alors étroit des historiens, l'histoire qui dominait était encore celle de la politique, soit au sein des États-nations – l'histoire parlementaire, l'histoire de la *high politics* –, soit dans leurs rapports entre eux – l'histoire diplomatique ou militaire. Comme le note Rohan McWilliam, en 1945 on considérait au sein de la profession historique qu'on ne pouvait écrire une histoire de la classe laborieuse et de ses pratiques politiques, soit parce que c'était sans intérêt, soit parce que les sources faisaient défaut⁹. En même temps, la tendance nouvelle à s'intéresser aux phénomènes économiques et sociaux dans la longue durée, à tenter des comparaisons internationales, à repenser des hypothèses, s'affirmait. Outre-Manche, ce travail fut largement entrepris par des historiens communistes. Pas seulement, certes : Miles Taylor a justement rappelé le rôle d'une série d'historiens non communistes, au cours de la vingtaine d'années qui suivirent la fin de la Seconde Guerre mondiale, à Cambridge (George Kitson Clark, Henry Pelling, J.H. Plumb, Charles Wilson), Oxford (H.J. Habakkuk, Peter Mathias, Max Hartwell), Manchester (Arthur Redford, Harold Perkin) ou Leeds (A.J. Taylor, Asa Briggs)¹⁰. Il n'empêche que le rôle joué par les historiens marxistes dans la gestation de l'histoire sociale outre-Manche fut important et qu'il était paradoxal au regard de l'audience limitée qu'eut le parti communiste de Grande-Bretagne dans la vie politique – il disparut même complètement en 1991. Mais c'est ainsi : le poids de l'« anglo-marxisme » dans l'étude historique et peut-être, plus largement, dans toute la vie intellectuelle britannique, fut largement supérieur au poids électoral du parti communiste. L'histoire des « taupes rouges » de Cambridge est connue. Mais dans les années 1930, il y avait dans cette seule université plusieurs centaines de jeunes communistes¹¹. En outre, l'« anglo-marxisme » ne peut se comparer au seul poids du parti communiste. Ses représentants se différenciaient des historiens communistes français par un déterminisme moindre, par le refus de toute téléologie, par la place qu'ils accordaient à la culture, et pas seulement à l'« infrastructure » économique, dans la compréhension des phénomènes historiques¹².
- 7 La revue *Past and Present* joua un rôle clé dans la formation et dans l'expression de cette tendance historiographique. Fondée à Londres en 1952 par le Groupe des historiens du Parti communiste britannique, elle perdit dès 1958 son sous-titre initial (*A Journal of*

Scientific History), et elle s'ouvrit alors à plusieurs historiens non marxistes¹³. *Past and Present* était caractérisée par des articles de fond, s'appuyant sur une recherche originale et accessibles à des non-spécialistes. La revue manifestait un intérêt important pour l'histoire internationale – Hobsbawm, par exemple, livra une partie de ses recherches de jeunesse sur les « primitifs de la révolte » dans l'Europe moderne, et il travailla en particulier sur l'Italie. Elle regardait du côté de l'école des *Annales*, notamment pour la critique de l'histoire événementielle et l'idée de la longue durée avancée par Fernand Braudel. Hobsbawm, Edward Thompson, Leslie Morton (dont la *People's History* de 1938 fut un best-seller pendant des décennies), l'historien du XVII^e siècle et de la révolution anglaise Christopher Hill, le médiéviste Rodney Hilton, pour n'en citer que quelques-uns, ont été de cette génération. *Past and Present* contribua au développement d'une histoire du travail et des relations du travail, centrée sur la façon dont la révolution industrielle avait transformé les classes sociales, et cherchant à écrire une histoire vue d'en bas (*history from below*).

- 8 A l'origine, ce mouvement était basé à Cambridge, mais aussi et peut-être surtout dans la capitale : Cambridge refusa un poste à Hobsbawm, qui trouva à s'employer à l'Université de Londres, dans un collège (Birkbeck) spécialisé dans les cours du soir pour adultes salariés. En outre, la London School of Economics était également une pépinière, un des centres cherchant à intégrer la sociologie et l'administration sociale à l'étude historique. Ce mouvement a atteint son âge d'or dans les années 1960 et 1970 – Eric Hobsbawm pouvait alors écrire : « *it is a good moment to be a social historian* »¹⁴. En effet, tout un réseau était en place : des centres de recherches comme le « Centre for Social History » de l'université de Warwick, dirigé par E.P. Thompson puis par Royden Harrison ; l'université de Lancaster, où Harold Perkin, qui avait été un spécialiste isolé d'histoire sociale à Manchester, eut une chaire et forma un certain nombre d'historiens travaillant sur les pauvres et leurs combats (Eric Evans, Dick Geary ou John Walton, qui écrit ici donc non seulement en historien mais aussi en témoin) ; Swansea University College, où des historiens comme David Jones, Peter Stead ou David Howell travaillaient en partie sur l'histoire galloise ; la « Social History Society », également issue du vivier de Lancaster ; la revue *Social History*. Personne ne discutait de la victoire de l'histoire sociale. Elle élargissait le champ de ses préoccupations, d'abord avec les premiers travaux sur les femmes, la famille et la sexualité. Jusqu'alors, femmes et genre n'avaient guère leur place dans l'écriture historique, et c'est aussi à cette époque qu'on a commencé à voir des historiennes, et plus seulement des historiens, dans les universités britanniques. Par ailleurs, les loisirs et le sport, la santé et la médecine, les politiques sociales, les villes, le crime et les prisons, ont progressivement constitué des champs d'histoire à part entière.
- 9 Les travaux produits alors restent souvent déterminants dans leurs domaines respectifs et certains sont devenus des textes canoniques (*Industry and Empire, Puritanism and Revolution, The Making of the English Working Class*, etc.). Les caractères de cette production sont connus : des études sur la longue durée, utilisant d'abondantes sources statistiques, et portant un intérêt particulier au travail et aux classes sociales. Même dans l'histoire politique, les historiens britanniques se préoccupaient plus des pratiques politiques du peuple (*popular politics*) que de la vie politique parlementaire (*high politics*). Par les questions nouvelles qu'ils posaient au passé, par les horizons qu'ils semblaient ouvrir et aussi, sans doute, par la sympathie manifeste de leurs auteurs

pour les couches populaires qu'ils cherchaient, selon le mot d'Edward Thompson, à sauver de « la condescendance énorme de la postérité », ces ouvrages ont fait date.

- 10 Cependant, dans les années 1980, des tendances nouvelles se manifestaient outre-Manche. L'heure était à la nouvelle gauche, autour de la *New Left Review* de Perry Anderson et de Stuart Hall, créée en 1960. En 1975, le *History Workshop Journal* était né sous l'égide de Raphael Samuel, avec Gareth Stedman Jones, Sally Alexander, Anna Davin et Tim Mason. Le poids du parti communiste dans les études historiques avait reculé – les historiens avaient commencé à s'en éloigner dès 1956. Dans son article, Iorwerth Prothero retrace la gestation du « History Workshop », fondé à l'origine en 1966 dans un collège d'étudiants adultes de Oxford (Ruskin), et qui voulait être plus qu'un journal : un véritable mouvement¹⁵. Sa vocation était de promouvoir l'« histoire par en bas », l'histoire de la vie quotidienne, ou simplement l'histoire du peuple. Pour Samuel, l'histoire devait être une entreprise de collaboration, dans laquelle les chercheurs, les archivistes, les conservateurs, les enseignants, les enthousiastes amateurs et les historiens locaux, les sociétés d'histoire généalogique et les archéologues individuels devaient tous être considérés comme engagés au même titre. L'histoire n'appartient pas aux historiens, démontrait à sa manière le « History Workshop », sans rejeter non plus l'histoire universitaire, mais en l'élargissant à l'histoire de tout un chacun. Le « History Workshop » y parvint dans une certaine mesure. Il lui était souvent reproché que, ce faisant, il se noyait dans des détails de l'histoire du quotidien, et perdait de vue les questions essentielles¹⁶. Mais il a joué un rôle réel, à une époque où l'intérêt pour l'histoire se démocratisait. Par exemple, le « Cambridge Group for the History of Population and social structure » de Wrigley et Schofield, dont Sabine Reungoat retrace ici le rôle et les méthodes, a largement utilisé le réseau des sociétés d'histoire locale pour dépouiller les archives paroissiales et obtenir un échantillon représentatif afin de procéder à sa fameuse « reconstruction »¹⁷. Aujourd'hui encore, on est frappé par la place occupée outre-Manche par les sociétés d'histoire locale dans le débat public ; ou encore par la place de l'histoire orale dans l'histoire contemporaine – ce fut également un des intérêts du « History Workshop », dont on peut regretter qu'il n'ait pas eu d'équivalent français.

Les tournants « culturel » et « linguistique »

- 11 Entre-temps, un véritable changement s'était produit. D'abord, dans les sujets d'étude, avec le développement important de l'histoire culturelle (*cultural turn*), dont relèvent, aujourd'hui, la grande majorité des thèses engagées en Grande-Bretagne. Hobsbawm note que si, après la Seconde Guerre mondiale, les jeunes historiens britanniques trouvaient leur inspiration dans *La Méditerranée et le monde méditerranéen* (1949) de Braudel, ceux d'après 1968 étaient plutôt intéressés par la description du combat de coqs à Bali de Clifford Geertz¹⁸.
- 12 Les décennies qui ont suivi ont confirmé cet engouement pour cette histoire culturelle – on renvoie ici à l'article de John Walton, pour la compréhension de son avènement et de son triomphe ambigu¹⁹. D'un certain point de vue, cette évolution était comparable à celle de l'historiographie française, où une majorité de travaux se rattachent aujourd'hui, d'une façon ou d'une autre, à l'histoire culturelle²⁰. Même si, par exemple, il ne semble pas qu'il y ait vraiment d'équivalent outre-Manche de l'histoire des sensibilités que nous connaissons, à la manière d'Alain Corbin. Parmi les rares travaux

qu'on peut rapprocher de cette veine, figurent peut-être ceux d'une historienne comme Joanna Bourke, l'auteure d'une histoire culturelle de la peur, faisant suite à une histoire intime du fait de tuer qui avait été fort controversée – elle soutenait ainsi, sur la base d'archives de guerre récentes, que de nombreux soldats avaient éprouvé du plaisir à tuer leur ennemi²¹. En revanche, tant du point de vue des objets que des sources, l'intérêt porté à l'histoire culturelle est avéré. De ce point de vue, les pratiques historiques ont évolué de façon similaire des deux côtés de la Manche, et d'ailleurs des deux côtés de l'Atlantique.

- 13 Combinée aux autres changements historiographiques, cette approche culturelle a parfois complètement remis en cause certaines interprétations. L'évolution est nette dans le cas de l'histoire de la religion. C'était d'abord une histoire internaliste de la théologie et des Églises qui avait été construite. Puis on s'était penché sur la pratique religieuse populaire. Aujourd'hui, c'est surtout à la culture et aux rites que l'on s'intéresse. La perception que l'on a de la sécularisation a été bousculée en conséquence, comme le montre Julien Vincent dans l'article qu'il consacre à cette question²². Ainsi, la thèse communément admise, notamment fondée sur les résultats du recensement religieux du 31 mars 1851, était que la sécularisation avait commencé avec l'industrialisation. Aujourd'hui, en s'appuyant sur d'autres documents, notamment la propagande religieuse, les sources littéraires, les témoignages et les formes diverses de l'écriture de soi, et en questionnant les usages historiens des statistiques, l'historien Callum Brown soutient qu'il n'y a pas eu de sécularisation avant les années 1960²³. Sa thèse ne fait pas consensus – on peut notamment l'inscrire dans une empathie renouvelée pour le religieux qu'on observe dans d'autres champs intellectuels. Mais elle est sérieusement discutée, alors qu'elle aurait sans doute été écartée il y a vingt ou trente ans.
- 14 En fait, les historiens marxistes de la génération précédente avaient déjà amorcé le « tournant culturel ». Par exemple, Edward Thompson portait un intérêt essentiel à la culture et à la religion populaires, aux pratiques politiques extra-parlementaires, aux colporteurs, aux feuilles de chou et aux canards. Raphael Samuel utilisait des documents qui commençaient tout juste à être abordés par l'histoire académique, des photographies victoriennes aux émissions de radio, des chansons aux bandes dessinées, et il s'intéressait à de nombreux « lieux de mémoire ». Mais non seulement le « tournant culturel » a vu se multiplier les travaux sur des objets qui se rattachent directement à la culture (le théâtre, la musique, les savoirs, etc.), mais il s'est aussi imposé par la façon dont il a modifié les approches des historiens de l'économie, du politique, des relations internationales, etc. Même des objets anciens ont été étudiés avec des questionnements nouveaux. Le terme d'histoire des « représentations » n'est pas entré dans le vocabulaire académique britannique, mais ses problèmes et ses pratiques se sont imposés. De façon générale, on a porté un intérêt plus grand au caractère littéraire des documents. Cela a conduit à un élargissement considérable des sources. Le genre biographique s'est ainsi renouvelé, également à la faveur d'une approche plus réflexive de l'individu, dont on souligne désormais la construction sociale. Ce changement vaut pour les « grands hommes » dont on pense tout savoir. John Plunkett a ainsi réussi le tour de force d'écrire une biographie de Victoria qui renouvelle son sujet, en s'intéressant surtout à la façon dont les imprimés à grande diffusion construisent une image de la reine et de la famille royale et dont Victoria elle-même utilise successivement de nouveaux vecteurs pour « médiatiser » la monarchie : les engagements protocolaires, les portraits royaux, les représentations graphiques, la

photographie et le « reportage royal »²⁴. Le renouvellement de l'écriture biographique se manifeste également pour des personnalités moins connues. Ainsi, pour son *Ernest Jones, Chartist*, paru en 1952, John Saville avait centré son étude sur des sources politiques et des archives permettant de retracer l'itinéraire de celui qui fut un des dirigeants du mouvement chartiste britannique²⁵. Un demi-siècle plus tard, Miles Taylor, ancien élève de Gareth Stedman Jones, publie un *Ernest Jones, Chartism and the Romance of Politics, 1819-1869*, où il s'attache à la grande production littéraire de son personnage et étudie comment celui-ci a construit, de son vivant, sa propre légende²⁶.

- 15 Dans les années 1980, une autre évolution s'est amorcée, qui ne recoupe qu'en partie le tournant culturel : le *linguistic turn*. Outre-Manche, ce sont surtout Gareth Stedman Jones et Patrick Joyce qui ont engagé ce virage plus interprétatif. Le texte phare du *linguistic turn* britannique, paru en 1983 sous la plume de Gareth Stedman Jones, portait sur le chartisme²⁷. Des années 1950 aux années 1970, des historiens inspirés par le marxisme (Dorothy Thompson, John Saville, John Belchem, James Epstein) avaient cherché à montrer que le combat pour la Charte du peuple était d'abord un mouvement social de la classe laborieuse pour ses intérêts sociaux et économiques, tant l'espoir d'une vie meilleure, obtenue grâce à un parlement et à une législation plus favorables aux ouvriers, sous-tendait ses revendications démocratiques. Même un non marxiste comme G.D.H. Cole écrivait : « *The Chartist movement was essentially an economic movement with a purely political programme* »²⁸. Dans « Repenser le chartisme », Gareth Stedman Jones soutenait *a contrario* que cette lutte, pour peu qu'on s'attache à en étudier le discours et le langage politique, relevait plus d'un mouvement politique dans la filiation britannique du radicalisme constitutionnel ; les chartistes, soutenait Stedman Jones, vénéraient la constitution britannique et n'avaient pas intérêt à la renverser. La thèse de Stedman Jones n'a pas fait consensus, mais elle a assurément fait école²⁹. L'attention portée par un certain nombre de travaux, dans la foulée de Stedman Jones, au caractère discursif du langage politique, a indéniablement renouvelé l'étude de certains champs, notamment celui de la *popular politics*. Certaines études, notamment celles des post-modernistes et des post-structuralistes, ont poussé la réflexion critique sur l'écriture historique jusqu'à nier l'existence de toute réalité historique en dehors de la construction du langage et des textes³⁰. Mais cette position reste minoritaire, et pour le XIXe siècle par exemple, en suscitant diverses recherches sur les langages du politique, le tournant linguistique a pu aider à comprendre tout à la fois la popularité de certaines exigences de changement constitutionnel et les raisons de la relative cohésion politique britannique, en comparaison avec les pays d'Europe continentale.

Une histoire sociale panoramique

- 16 Quels sont aujourd'hui les grands axes de l'histoire sociale et culturelle britannique ? La *gender history*, les questions des minorités ethniques ou celle des migrations, des identités nationales ou régionales, sont devenues des problématiques essentielles. Par exemple, le genre comme catégorie déterminante n'est plus seulement utilisé pour l'histoire des femmes, des hommes ou des rapports sociaux de sexe. Comme le montre l'article de Deborah Thom³¹, il est appelé à être mobilisé par l'histoire sociale dans son ensemble, et par ses différentes spécialités, comme l'histoire de la religion, de la justice criminelle, des loisirs ou du mouvement ouvrier, ainsi que l'illustrent respectivement

les articles de Julien Vincent, de Chris Williams, d'Emmanuel Roudaut et de Iorwerth Prothero.

- 17 Les historiens britanniques ont également multiplié les questionnements du passé. Aux champs déjà mentionnés, on peut ajouter l'histoire de la justice criminelle, de la police et des prisons, dont Chris Williams analyse ici les développements depuis une trentaine d'années³² ; l'histoire de la famille, du mariage et de l'enfance, de la sexualité et de la prostitution, autrefois cantonnée dans les limites de l'histoire démographique, mais qui s'en sont détachées et sont devenues, avec l'émergence d'une véritable histoire des mentalités, des champs à part entière ; l'histoire de l'éducation et de la lecture, l'histoire de la naissance et de la mort, l'histoire de l'alimentation, l'histoire urbaine, trop peu traitées dans ce numéro. Si l'on devait évoquer, dans cette riche production, un titre dont les articles de cette livraison ne rendent pas compte, on citerait volontiers l'ouvrage de Jonathan Rose, *The Intellectual Life of the British Working Classes*. L'auteur s'est appuyé sur la riche bibliographie des autobiographies ouvrières dressée il y a quelques années par David Vincent, John Burnett et David Mayall, pour écrire une « vie intellectuelle des classes laborieuses britanniques »³³. Il ne s'agit plus d'une histoire des idées, des livres et de leur impact, mais essentiellement d'une histoire de la réception des œuvres, de la façon dont la lecture et l'autodidaxie transforment la vie intellectuelle des milieux populaires.
- 18 Chaque activité culturelle (le théâtre, la photographie, la musique, la fanfare, le music-hall, le chant, le cirque victorien, la pantomime, la sculpture, la peinture, la gravure, la radio, le cinéma ou la télévision), chaque loisir a maintenant son ou ses historiens, non de façon internaliste, mais sous l'angle des pratiques sociales et culturelles qui y sont attachées, comme l'explique Emmanuel Roudaut. L'histoire de la plupart des sports a été écrite, et l'université De Montfort à Leicester a mis sur pied un dynamique Centre international de recherche sur l'histoire et la culture du sport (*International Centre for Sport History and Culture*). L'histoire du jardin anglais était connue ; l'histoire sociale du jardinage (qui demeure un des principaux, sinon le premier loisir des Britanniques) a été écrite à son tour³⁴. On citera encore l'histoire de la magie, de la santé et de la médecine ou du cannabis³⁵ ; celle de la guerre comme expérience culturelle ; l'histoire des savoirs techniques ou scientifiques (là aussi, pas seulement l'histoire des connaissances scientifiques, mais la façon dont la population s'est appropriée ou non les savoirs) ; l'histoire du costume trois pièces, du costume de bain ou de la cravate³⁶ ; l'histoire du temps qu'il fait, un sujet qui s'imposait quand on sait la place occupée par cet item dans la conversation des Britanniques³⁷. Sans surprise, également, l'histoire du rapport entre les hommes et les animaux et de la place des animaux dans la culture donne lieu à une production abondante – l'éditeur gallo-américain Edwin Mellen consacre même une collection à cette question³⁸.
- 19 Quant à l'histoire de l'Empire et de l'impérialisme, dont traite Gilbert Millat dans son article, c'était encore un sujet marginal dans les programmes universitaires des années 1960³⁹. En quelques décennies, ce domaine a conquis ses lettres de noblesse dans l'enseignement supérieur britannique : les cours sur le sujet se sont multipliés dans les départements d'histoire en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Et la littérature universitaire s'est également emparée de la question, comme en témoigne la publication des cinq volumes collectifs de la *Oxford History of the British Empire*, sous la direction de l'historien américain William Roger Louis, ainsi que d'une collection d'ouvrages sur l'impérialisme qui complètent cette série. On peut résumer deux des

thèses qui s'affrontent aujourd'hui. Depuis la fin des années 1970, les membres de l'école de la *new imperial history* d'inspiration post-coloniale (Edward Said, John Mackenzie), soutiennent que le peuple britannique a été impérialiste, comme en témoigne le succès d'organisations politiques impérialistes mais aussi de l'immense culture populaire liée à l'empire : la presse à grand tirage, les manuels scolaires et les livres pour la jeunesse, les écrivains comme Rudyard Kipling, le « Jour de l'Empire » fêté dans les écoles, les expositions impériales, et jusqu'aux plantes et animaux exotiques des jardins publics⁴⁰. *A contrario*, Bernard Porter interprète le flot continu de propagande comme la preuve de son inefficacité ; il opère un distinguo entre les classes supérieures, qui adhèrent à l'entreprise coloniale, et les classes populaires indifférentes⁴¹. Les jeunes ouvriers ne veulent pas s'enrôler pendant la guerre des Boers et, pour eux, le fait de boire une bière indienne ne rend pas impérialiste. Si, dans les milieux académiques, la *new imperial history* semble l'avoir emporté, le débat n'est pas clos. Pas plus que n'est close l'autre controverse, plus classique pour le lecteur français, sur le bilan de la colonisation. D'un côté, on a tenté d'offrir à l'empire britannique une sorte de réhabilitation, notamment sous la plume de Niall Ferguson, auteur d'un best-seller qui figura pendant quelque temps dans tous les kiosques de gare et fut adapté à la télévision⁴². De l'autre, des historiens de gauche ont multiplié les « livres noirs » de l'impérialisme et les monographies sur des crimes coloniaux, à l'instar de Caroline Elkins ou David Anderson ; leurs travaux, qui portent sur les dernières années britanniques au Kenya et la révolte Mau-Mau (1952-1956), écornent le mythe d'une décolonisation pacifique et humaine, en soulignant l'ampleur des atrocités britanniques⁴³.

- 20 Au-delà de cet inventaire, on voudrait souligner la diversité des problématiques soulevées par les historiens britanniques du social, une diversité pourrait donner le vertige, mais qui ouvre assurément d'innombrables pistes. Certes, la segmentation des champs de la recherche historique a pu laisser craindre une balkanisation de la discipline. Mais en même temps, les universités britanniques ont toujours formé des historiens généralistes capables des meilleures synthèses réflexives, non seulement pour l'histoire de la Grande-Bretagne, mais aussi pour celle de l'Europe et du monde. Ni les universités américaines, ni les universités françaises n'ont encore produit d'histoire totale qui ait dépassé la tétralogie d'Eric Hobsbawm⁴⁴. Et si elle est détrônée à brève échéance, cela risque d'être par un autre Britannique, Christopher Alan Bayly, professeur à Cambridge, qui a peut-être écrit la première histoire du monde « décentrée »⁴⁵. Dans le domaine des relations internationales, aucun ouvrage n'a encore égalé la synthèse du Britannique Paul Kennedy, certes professeur à Yale, mais formé dans les universités de Newcastle et d'Oxford⁴⁶.
- 21 Cette évolution des approches historiographiques s'est produite parallèlement à un recul du marxisme universitaire – et elle en résulte en partie. Il est tentant de mettre ce changement en rapport avec la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'Union soviétique, avec le déclin général des idées communistes et du marxisme dans le monde, voire avec les succès idéologiques initiaux du Thatcherisme. Cela est réel, et, en fait, c'est un déclin qui s'est peut-être amorcé dès 1956, quand une partie des historiens communistes susmentionnés ont quitté le Parti communiste, en général sans rompre avec le marxisme. Mais cette évolution est aussi plus complexe qu'il n'y paraît. Il y a assurément un phénomène de génération. Arthur Leslie Morton (1903-1987), Christopher Hill (1912-2003), Rodney Hilton (1916-2002), Edward Thompson (1924-1993), Raphael Samuel (1934-1996), morts au confluent des XXe et XXIe siècles,

ou John Saville (né en 1916) et Eric Hobsbawm (né en 1917), encore vivants, n'ont jamais rompu avec le marxisme, à la différence d'historiens français communistes des mêmes générations, comme François Furet (1927-1997), Jacques Ozouf (1928-2006), Maurice Agulhon (né en 1926), Emmanuel Le Roy Ladurie (né en 1929). Mais, en revanche, ils n'ont pas trouvé de relève, et une partie de leurs disciples se sont éloignés du marxisme, à l'instar de Gareth Stedman Jones (né en 1942), élève de Raphael Samuel.

Une histoire sociale... sans classes sociales ?

- 22 Un des aspects de ce recul de l'anglo-marxisme est le rôle désormais mineur accordé à la notion de classe sociale, de moins en moins utilisée, par exemple, par les historiens du XIX^e siècle. Cela était déjà patent dans la *Cambridge Social History of Britain, 1750-1950* (1990) dirigée par F. M. L. Thompson, où, dans les 1400 pages des trois volumes de cet ouvrage collectif, pas un chapitre n'est consacré aux classes sociales. C'était l'aboutissement d'une vaste entreprise, un travail riche, structuré en trois parties (les régions et les communautés ; les gens et leur environnement ; les agences sociales et les institutions). L'approche de la *Cambridge Social History of Britain* était différente de ce qui se faisait auparavant en ce qu'elle mettait l'accent sur la force de la tradition du libéralisme mâtiné de bénévolat, de l'esprit civique et des institutions de cohésion sociale : la philanthropie et la charité, l'intervention de l'État. D'une part, aux yeux de ses auteurs, les classes sociales jouaient un rôle moindre dans la définition identitaire que, par exemple, le genre, la ville, ou surtout, récemment, la nation (galloise, écossaise...). D'autre part, ils avaient tendance à ramener l'affirmation d'identités de classe spécifiques à des phénomènes politiques. La *Cambridge Social History of Britain* est un ouvrage essentiel, mais l'école qu'elle représente ne fait pas consensus : dans des critiques fondées, plusieurs historiens du social (Stedman Jones, Geoffrey Crossick) lui reprochaient ainsi un tableau un peu avantageux, qui néglige le caractère central des inégalités sociales ainsi que la dureté de la culture évangélique et de l'esprit libéral envers toute une fraction de la population (ouvriers, pauvres, femmes, enfants, Irlandais ou déviants)⁴⁷. Celui qui, adoptant le point de vue de Sirius, enchaînerait la lecture d'*Industry and Empire* (1968) d'Eric Hobsbawm puis de la *Cambridge Social History* (1990), aurait quasiment le sentiment de lire l'histoire de deux pays différents⁴⁸. Pourtant, même les études récentes soulignent le caractère socialement dévastateur de l'industrialisation pour les milieux populaires, en particulier au cours de la première moitié du XIX^e siècle. Par exemple, Simon Szreter et Graham Mooney ont montré que l'industrialisation et l'urbanisation avaient, au cours du second quart du XIX^e siècle et de façon durable, réduit l'espérance de vie chez les ouvriers à des niveaux qu'on n'avait pas connus depuis l'épidémie de Peste noire au milieu du XIV^e siècle⁴⁹. Les études rétrospectives menées sur la taille, fondées sur des relevés anthropométriques d'orphelins, de recrues militaires et de criminels, concluent aussi à une nette baisse de la taille moyenne des classes d'âge des Britanniques nés entre les années 1820 et les années 1850⁵⁰. Ces deux observations conduisent à remettre en cause la thèse d'une progression du niveau de vie des classes populaires. Repensant la question de la durée du travail au cours de l'industrialisation, Hans-Joachim Voth s'est appuyé sur plus de 2800 témoignages recueillis dans les cours de justice à Londres et dans le Nord de l'Angleterre, à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle. A partir des réponses données par les témoins à la question « Que faisiez-vous à l'heure du crime ? », Voth a cherché à reconstituer, avec forces séries statistiques, la vie quotidienne de ces témoins. Il

conclut à un allongement du temps de travail, de l'ordre de 20 à 30 % entre 1760 et 1830. Bref, les derniers apports de la recherche montrent que l'industrialisation ne fut pas moins noire qu'on ne le pensait il y a trente ou quarante ans⁵¹.

- 23 On peut dire que l'histoire sociale s'intéresse maintenant à des catégories qui ne retenaient alors guère son attention : les femmes, les enfants, les déviants, les immigrés, les minorités sexuelles, et aussi la *middle class* ou les petits commerçants. Elle étudie des formes de domination qui ne l'étaient guère auparavant : les enfants par les parents, les femmes par les hommes, les travailleurs non qualifiés par les travailleurs qualifiés, les peuples coloniaux par la métropole, etc. Et en même temps, ces vingt dernières années ont sans doute vu le retour à une histoire plus heureuse, plus consensuelle, de la société britannique et des relations entre les groupes sociaux. L'historiographie britannique minimise désormais le rôle joué par la classe sociale dans la définition des identités, en en faisant seulement une « communauté imaginée » parmi d'autres. David Cannadine, sommité dans l'histoire britannique contemporaine, s'en fait ainsi l'écho : *"Classes never actually existed as recognisable historical phenomena, still less as the prime motor of historical change. They were nothing more than rhetorical constructions"*⁵². La « *new British history* » a en revanche mis l'étude distincte des nations qui composent le royaume et de leurs interactions au centre de ses problématiques. Patrick Joyce et les tenants du postmodernisme ont insisté sur les identités constituées non par la classe sociale mais par le « peuple », la « nation » et l'« humanité »⁵³. Il est difficile de dissocier totalement cet *aggiornamento* historiographique du discours politique tory ou *New Labour* contre l'idée que la Grande-Bretagne serait une société divisée en classes sociales. Témoins du thatchérisme, du recul des industries traditionnelles et des trade-unions, certains ont rétrospectivement escamoté la place jouée dans l'histoire britannique par les affrontements entre classes. L'euphémisation du vocabulaire sociologique porte la trace de ces évolutions, en se débarrassant de ce qui le rattache au marxisme : les « *workers* » ou les « *working classes* » ont remplacé la « *working class* », les « *parliamentary classes* » se sont substitués à la « *ruling class* », etc. Et si, on l'a vu, des champs nouveaux ont émergé, d'autres, plus anciens, comme la *labour history*, sont en déshérence, du moins dans les problématiques qui étaient les leurs il y a trente ou quarante ans, comme le raconte Iorwerth Prothero dans sa socio-histoire de cette sous-discipline.

Conclusion

- 24 Certes, des champs de l'histoire sociale contemporaine sont peu abordés, voire négligés, dans cette livraison. L'histoire de l'alimentation, de l'éducation ou des médias, l'histoire des politiques sociales, des villes, des migrations, des guerres sont, pour ne citer qu'elles, les parents pauvres de ce numéro. Des périodes sont également peu représentées ici : l'histoire sociale des îles Britanniques à la Renaissance, et même au Moyen-Âge, est pourtant florissante. Il n'était cependant pas possible de prétendre à l'exhaustivité. Tout au plus avons-nous cherché à présenter les grandes tendances d'une historiographie en constante évolution. Des bibliographies complètent utilement certains des articles. Surtout, on saura gré à nos huit auteurs d'avoir su se faire les historiens non seulement de leurs objets et de leur période, mais de leur champ disciplinaire.

- 25 Reprenant la remarque déjà citée d'Eric Hobsbawm en 1971 sur l'histoire sociale ("it is a good moment to be a social historian"), Jürgen Kocka notait en 2003 : "the impression is widely spread that it is not a good moment to be a social historian"⁵⁴. Nos auteurs ont assurément montré que, dans leurs domaines respectifs, les choses sont plus complexes, et que l'histoire sociale se transforme plutôt qu'elle ne décline. Ils soulignent à quel point l'écriture historique n'est pas la restitution d'un passé figé, mais une matière vivante en constante transformation, fût-ce pour des périodes anciennes et des pratiques depuis longtemps révolues.

NOTES

1. Edward P. THOMPSON, *The Making of the English Working Class*, London: Victor Gollancz, 1963; traduction française : *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris : Gallimard/Seuil, 1988.
2. Gareth STEDMAN JONES, « De l'histoire sociale au tournant linguistique et au-delà. Où va l'historiographie britannique ? », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n° 33, 2006, pp. 143-167.
3. Voir Stewart A. WEAVER, *The Hammonds. A Marriage in History*, Stanford: Stanford University Press, 1997.
4. George Macaulay TREVELYAN, *English Social History: A Survey of Six Centuries from Chaucer to Queen Victoria*, London: Longmans, 1944.
5. Jean-Pierre POUSSOU, préface à l'édition française de G. M. Trevelyan, *op. cit.*, Paris : Robert Laffont, 1993, p. xx ; David CANNADINE, *G.M. Trevelyan: A Life in History*, Harper Collins, 1992, p. 23. En un an, l'*Histoire sociale de l'Angleterre* s'était vendu à 100 000 exemplaires ; au début des années 1950, les ventes dépassaient le demi-million.
6. *Histoire sociale de l'Angleterre*, traduction française de Cécile Seresia, Paris : Payot, 1949 ; traduction française d'Odile Demange, Paris : Editions Robert Laffont, 1993.
7. François CROUZET, « Tout va très bien madame l'Angleterre », *Annales ESC*, 1948, p. 35.
8. Eric HOBBSBAWM, *Franc-tireur*, Paris: Editions Ramsay, 2005 (édition originale, *Interesting Times: A Twentieth-Century Life*, London: Allen Lane, 2003), pp. 339-343.
9. Rohan McWILLIAM, *Popular politics in nineteenth-century England*, London and New York: Routledge, 1998, p. 16.
10. Miles TAYLOR, "The Beginnings of Modern British Social History?", *History Workshop Journal*, n° 43, 1997, pp.155-176.
11. Voir par exemple la description qu'en fait Hobsbawm, Hobsbaum de son nom d'origine, juif viennois qui, après avoir été jeune communiste à Berlin en 1933, se réfugia à Londres et étudia à Cambridge, *op. cit.* chapitre 7.
12. Voir la polémique menée par Edward THOMPSON contre Louis Althusser, "The Poverty of Theory: or an orrery of errors", in *The Poverty of Theory and Other Essays*, London: Merlin Press, 1978, pp.193-397 ; un autre exemple des différences d'approche entre « anglo-marxistes » et « marxistes » français est la critique faite par Edward Thompson de l'ouvrage de Paul Meier sur William Morris (*William Morris: Romantic to Revolutionary*, 2^e édition, New York : Pantheon, 1976, notamment p. 779-784).
13. Eric HOBBSBAWM, Rodney HILTON, Christopher HILL: "Past and Present. Origins and early years", *Past and Present*, n° 100, août 1983, pp. 3-14. Sur les évolutions de l'historiographie

britannique, voir également : Patrick JOYCE, "The return of history: postmodernism and the politics of academic history in Britain", *Past and Present*, n° 158, February 1998, pp. 207-235.

14. Eric HOBBSBAWM, "From Social History to the History of Society", *Daedalus*, n° 100, 1971, p. 43.

15. Iorwerth PROTHERO, "Labour History", ci-dessous.

16. Voir, par exemple, Carolyn STEEDMAN, "Raphael Samuel 1934-1996", *Radical philosophy*, n° 82, March-April 1997.

17. Sabine REUNGOAT, « L'historiographie de la population anglaise », ci-dessous.

18. Clifford GEERTZ, *The Interpretation of Cultures*, New York: Basic Books, 1973, cité in Eric HOBBSBAWM, *Franc-tireur*, op. cit., p. 352.

19. John K. WALTON, "New Directions in British Historiography: the Emergence of Cultural History?", ci-dessous.

20. Le lecteur intéressé par l'historiographie française pourra lire deux synthèses récentes : Philippe POIRRIER, *Les Enjeux de l'histoire culturelle*, Paris : Seuil, 2004 ; Pascal ORY, *L'Histoire culturelle*, Paris : Presses universitaires de France, collection « Que sais-je ? », 2004.

21. Joanna BOURKE, *Fear: A cultural history*, London: Virago, 2005; Joanna BOURKE, *An Intimate History of Killing: Face-to-Face Killing in Twentieth Century Warfare*, London: Granta, 1999.

22. Julien VINCENT, « L'histoire sociale de la religion : la sécularisation en question », ci-dessous.

23. Callum BROWN, *The Death of Christian Britain*, London: Routledge, 2000.

24. John PLUNKETT, *Queen Victoria, First Media Monarch*, Oxford: Oxford University Press, 2003.

25. John SAVILLE, *Ernest Jones. Chartist*, London: Lawrence and Wishart, 1952.

26. Miles TAYLOR, *Ernest Jones, Chartism and the Romance of Politics. 1819-1869*, Oxford: Oxford University Press, 2003. On signalera aussi la thèse de doctorat en études anglophones de Bertrand SIMONET, *Ernest Jones : chartisme et socialisme*, sous la direction de Maurice Chrétien, université Lyon 2, 2003.

27. Gareth STEDMAN JONES, "Rethinking Chartism", in *Languages of class: studies in English working-class history, 1832-1982*, Cambridge: Cambridge University Press, 1983, pp. 90-178 ; une partie de ce texte a été récemment publiée en français in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 54-1, 2007/1, pp. 7-68.

28. G.D.H. COLE, *A Short History of the British Working Class Movement*, London: Allen & Unwin, 1948, p. 94.

29. Parmi les critiques de la thèse de Gareth Stedman Jones, on lira notamment : Neville KIRK, "In defence of class. A critique of recent revisionist writing upon the nineteenth century English working class", *International Review of Social History*, 1987, vol. 32, n° 1, pp. 2-47 ; Paul A. PICKERING, "Class without words: Symbolic Communication in the Chartist Movement", *Past and Present*, n° 112, 1986; James EPSTEIN, "Rethinking the categories of working-class history", *Labour /Le Travail*, n° 18, 1986.

30. Patrick JOYCE, "The End of Social History?", *Social History*, 1995, vol. 20, pp. 73-91.

31. Deborah THOM, "What happened to gender and history?", ci-dessous.

32. Chris A. WILLIAMS, "Ideologies, structures, and contingencies: writing the history of British criminal justice since 1975", ci-dessous.

33. Jonathan ROSE, *The Intellectual Life of the British Working Classes*, New Haven and London: Yale University Press, 2001; David VINCENT, John BURNETT et David MAYALL (ed.), *The Autobiography of the Working Class: An Annotated, Critical Bibliography*, 3 vols., New York: New York University Press, 1984-1989.

34. Jenny UGLOW, *A Little History of British Gardening*, London: Pimlico, 2005; Charles QUEST-RITSON, *The English Garden: A Social History*, Boston (Mass.): David R. Godine Publisher, 2004.

35. James H. MILLS, *Cannabis Britannica: Empire, Trade and Prohibition*. Oxford: Oxford University Press, 2003.

36. David KUCHTA, *The Three-Piece Suit and Modern Masculinity: England 1550-1850*, Berkeley: University of California Press, 2002.

37. Jan GOLINSKI, *British Weather and the Climate of Enlightenment*, Chicago: University of Chicago Press, 2007.
38. Dix HARWOOD, *Love for Animals and How it Developed in Great Britain*, Lampeter: Edwin Mellen Press, 2002 (1928); Chris PHILO and Chris WILBERT. "Animal Spaces, Beastly Places: An Introduction", in *Animal Spaces, Beastly Places: New Geographies of Human-Animal Relations*, London: Routledge, 2000, pp. 1-34 ; Harriet RITVO, *The Animal Estate: The English and Other Creatures in the Victorian Age*, Cambridge (Mass.): Harvard University Press, 1987 ; Keith THOMAS, *Man and the Natural World: Changing Attitudes in England 1500-1800*, London, Penguin, 1984 (1983); E.S. TURNER, *All Heaven in a Rage*, Fontwell: Centaur Press, 1992 (1964).
39. Gilbert MILLAT, « L'identité britannique au miroir de l'empire », ci-dessous.
40. John M. MACKENZIE, *Propaganda and Empire: The Manipulation of British Public Opinion, 1880-1960*, Manchester: Manchester University Press, 1984.
41. Bernard PORTER, *The Absent-Minded Imperialists: What the British really thought about Empire*, Oxford: Oxford University Press, 2004.
42. Niall FERGUSON, *Empire: How Britain Made the Modern World*, London: Allen Lane, 2003.
43. Caroline ELKINS, *Britain's Gulag: The Brutal End of Empire in Kenya*, London: Jonathan Cape, 2005; David ANDERSON, *Histories of the Hanged: Britain's Dirty War in Kenya and the End of Empire*, London: Norton, 2005; John NEWSINGER, *The Blood Never Dried: A People's History of the British Empire*, London: Bookmarks, 2006.
44. *The Age of Revolution*, London: Weidenfeld and Nicolson, 1962 (édition française: *L'Ere des révolutions*, Paris: Fayard, 1970) ; *The Age of Capital*, London: Weidenfeld and Nicolson, 1975 (*L'Ere du capital*, Paris, Fayard, 1978) ; *The Age of Empire, 1875-1914*, London: Weidenfeld and Nicolson, 1987 (*L'Ere des empires*, Paris: Fayard, 1989) ; *The Age of Extremes*, 1994 (*L'Age des extrêmes: le court vingtième siècle, 1914-1991*, Bruxelles: Editions Complexe/Le Monde diplomatique, 1999).
45. Christopher Alan BAYLY, *The Birth of the Modern World. Global Connections and Comparisons*, London: Blackwell, 2004 [*La naissance du monde moderne (1780-1914)*, traduit de l'anglais par Michel Cordillot, Paris : Les Éditions de l'Atelier – Le Monde diplomatique, 2007].
46. Paul KENNEDY, *The Rise and Fall of the Great Powers*, London : Unwin Hyman 1988 (traduction française : *Naissance et déclin des grandes puissances: Transformations économiques et conflits militaires entre 1500 et 2000*, Paris : Payot, 2004).
47. Gareth STEDMAN JONES, *The Economic History Review*, New Series, vol. 44, n° 4, novembre 1991, pp. 729-734; Geoffrey CROSSICK, "Consensus, Order and the Social History of Modern Britain", *The Historical Journal*, vol. 35, n° 4, décembre 1992, pp. 945-951
48. On pourrait en dire autant, ou à peu près, des différences entre *The Making of the English Working Class* (1963) d'Edward Thompson et *A Mad, Bad and Dangerous People? England 1783-1846* (2006) de Boyd Hilton : les sujets des deux ouvrages ne se recoupent qu'en partie, mais leur volume et le spectre chronologique qu'ils couvrent sont voisins. La perspective retenue par les deux ouvrages diffère radicalement : quand Edward Thompson écrivait une histoire « par en bas », Boyd Hilton écrit l'histoire « par en haut ». Et l'économie des deux ouvrages témoigne de cette dissonance : sur le radicalisme, plus de 400 pages pour Thompson, deux ou trois sous-chapitres chez Boyd Hilton ; sur le luddisme, 140 pages pour le premier, 40 lignes disséminées pour le second, etc. (Edward THOMPSON, *op. cit.* ; Boyd HILTON, *A Mad, Bad and Dangerous People? England 1783-1846* (New Oxford History of England), Oxford: Oxford University Press, 2006.)
49. Simon R. SZRETER and Graham MOONEY, 'Urbanization, mortality, and the standard of living debate: new estimates of the expectation of life at birth in nineteenth-century British cities', *Economic History Review*, 51 (1998), p. 84-112. Selon cette étude, l'espérance de vie n'augmente de façon significative qu'à partir des années 1870.
50. Sur cette question, outre l'article cité de Simon R. Szreter et Graham Mooney, voir Roderick FLOUND, Kenneth WACHTER et Annabel GREGORY, *Height, health and history: nutritional status in the United Kingdom, 1750-1980*, Cambridge: Cambridge University Press, 1990.

51. Cf. le numéro que la *Revue d'histoire du XIXe siècle* va consacrer à l'historiographie britannique du XIX^e siècle (n° 37, à paraître en décembre 2008, sous la direction de Fabrice Bensimon et de Robert Tombs).
52. David CANNADINE, *The Rise and Fall of Class in Britain*, New York: Columbia University Press, 1999, p. 12. On lira avec intérêt la critique que Thierry Labica a faite de cet ouvrage (Thierry LABICA, „Antimarxistische Akrobatik: Cannadines *Class in Britain*“, *Das Argument*, n° 244, 2002, p. 73-84).
53. Patrick JOYCE, *Visions of the people: Industrial England and the question of class, c. 1840-1914*, Cambridge: Cambridge University Press, 1991.
54. Jürgen KOCKA, „Losses, gains and opportunities: social history today – Introducing the issues“, *Journal of Social History*, vol. 37, 2003/1, p. 21-28, cité in Jacques ROUGERIE et Louis HINCKER, dans un article (« Introduction » au numéro « Relations sociales et espace public » de la *Revue d'histoire du XIXe siècle*, n° 33, 2006, p.7-19), qui discute des évolutions historiographiques évoquées ici.
-

AUTEUR

FABRICE BENSIMON

Université Paris 10 – Nanterre